

Ne pas coller sur la propriété d'autrui



Halte à la guerre impérialiste, halte à la guerre sociale!

Manifestation • Place fédérale, Berne • 29.3.2025 14 h

Comité contre les guerres, pour le cessez-le-feu permanent et pour la Paix halte-a-la-guerre.ch

Cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza et en Ukraine! Pour la paix et la solidarité internationale!

halte-a-la-guerre.ch – info@schluss-mit-krieg.ch

Le 24 février 2025 marque le 3e anniversaire de l'invasion russe de l'Ukraine.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le danger d'une 3e guerre mondiale nucléaire n'a jamais été aussi grand. La situation entre les impérialistes s'aggrave chaque jour: en Ukraine, avec la Russie, l'OTAN et l'UE, en mer de Chine, avec le génocide à Gaza, et en Afrique où de nombreuses guerres barbares font rage autour des matières premières et de la redistribution des sphères d'influence, faisant parfois des centaines de milliers de morts. Le gouvernement suisse poursuit également ses préparatifs de guerre. Des milliards destinés aux trésors de guerre de l'armée sont votés par le Parlement sans résistance. Des chars se présentent devant les écoles pour enthousiasmer les enfants pour leur guerre. Les médias contribuent à la préparation psychologique à la guerre. Les interdictions d'exportation d'armes sont contournées et traitées via des pays tiers (par ex. Leopard 2). Les armes suisses tuent des deux côtés des conflits et sont utilisées pour commettre des crimes de guerre! Le gouvernement suisse nous mène droit à la guerre!

La Suisse, en tant que pays impérialiste, avec ses sociétés comme Glencore, UBS, etc., a abandonné son manteau de neutralité. Alors qu'elle n'a pas pris position lors des deux guerres mondiales, elle est aujourd'hui poussée à s'impliquer de plus en plus dans le redécoupage du monde, que ce soit en Ukraine, en Palestine ou ailleurs.

Dans de nombreux pays du monde, des partis fascistes se chargent, au service des multinationales, de préparer la guerre par le nationalisme et la division. En Suisse, le Conseil fédéral n'a jamais autant gouverné par le droit d'urgence et des ordonnances au détriment de la population. Le fascisme et la guerre sont les deux faces d'une même médaille.

Les gouvernements et le patronat mènent une campagne intérieure, détruisant des acquis sociaux. Détérioration des retraites, hausse de l'âge de la retraite, inflation, primes maladie, licenciements massifs, etc. En même temps, ils augmentent les budgets militaires.

Ce sont les dirigeants qui veulent la guerre à la fois à l'extérieur et à l'intérieur pour leurs profits et leurs marchés! Qu'ils soient russes, ukrainiens, américains, israéliens ou palestiniens, les peuples subissent les conséquences de chaque guerre. Une paix durable ne peut venir que de la base; une fois que les peuples eux-mêmes auront pris la parole, ils seront vite d'accord! C'est le devoir de tous les peuples de résister à leurs gouvernements bellicistes! Le principal ennemi est dans notre propre pays!

Le combat contre l'impérialisme doit aussi être mené sur le lieu de travail. Il s'agit essentiellement du même combat que celui pour le pouvoir d'achat ou contre les licenciements.

La guerre n'apporte que des perdants de tous côtés!

Les travailleurs ne tirent pas sur les travailleurs, quel que soit le pays!

Travailleurs et travailleuses de tous les pays, unissez-vous!

Construisons ensemble un front uni international contre le fascisme et la guerre!

Nous exigeons

- Arrêtez le massacre des peuples et le génocide à Gaza!
- Cessez-le-feu immédiat dans toutes les zones de guerre!
- Retrait de toutes les troupes étrangères!
- Arrêtez les exportations d'armes!
- Arrêtez de préparer la guerre!
- Retrait des budgets militaires!

Nous exigeons du Conseil fédéral

- Qu'il intervienne immédiatement pour le cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza et en Ukraine,
- Qu'il renonce aux mesures d'austérité budgétaire au détriment de la population et qu'il abroge le budget militaire.
- Qu'il réponde aux besoins sociaux des salarié-e-s, des jeunes, des retraité-e-s et de la population.
- Qu'il réponde sans compromis aux revendications des syndicats et des travailleurs des entreprises touchées par des licenciements.